



**AUTORISATION D'INSTALLATION D'UN ABRI TEMPORAIRE DANS  
LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES**  
autorisation numéro 2021- 154

---

**Pétitionnaire** : Monsieur Cazette Joseph - GAEC LANCY - Quartier La Mouline 64570 – ARETTE  
**Nature de la demande** : mise en place d'un abri temporaire mobile et héliportable pour les éleveurs  
**Localisation** : zone cœur du Parc national des Pyrénées, en vallée de Cauterets  
**Dossier suivi** : au Parc national des Pyrénées par Madame Elodie JACQUIN - chargée de mission évaluation environnementale et polices

---

**Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées,**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L331-4-1,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 (NOR : *DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (NOR : *DEVL1234918D*),

Vu la demande du 22 juin 2021 par Monsieur Cazette Joseph - GAEC LANCY - Quartier La Mouline 64570 – ARETTE,

Vu l'avis de l'Architecte des bâtiments de France,

Considérant que les activités décrites dans la demande du pétitionnaire sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

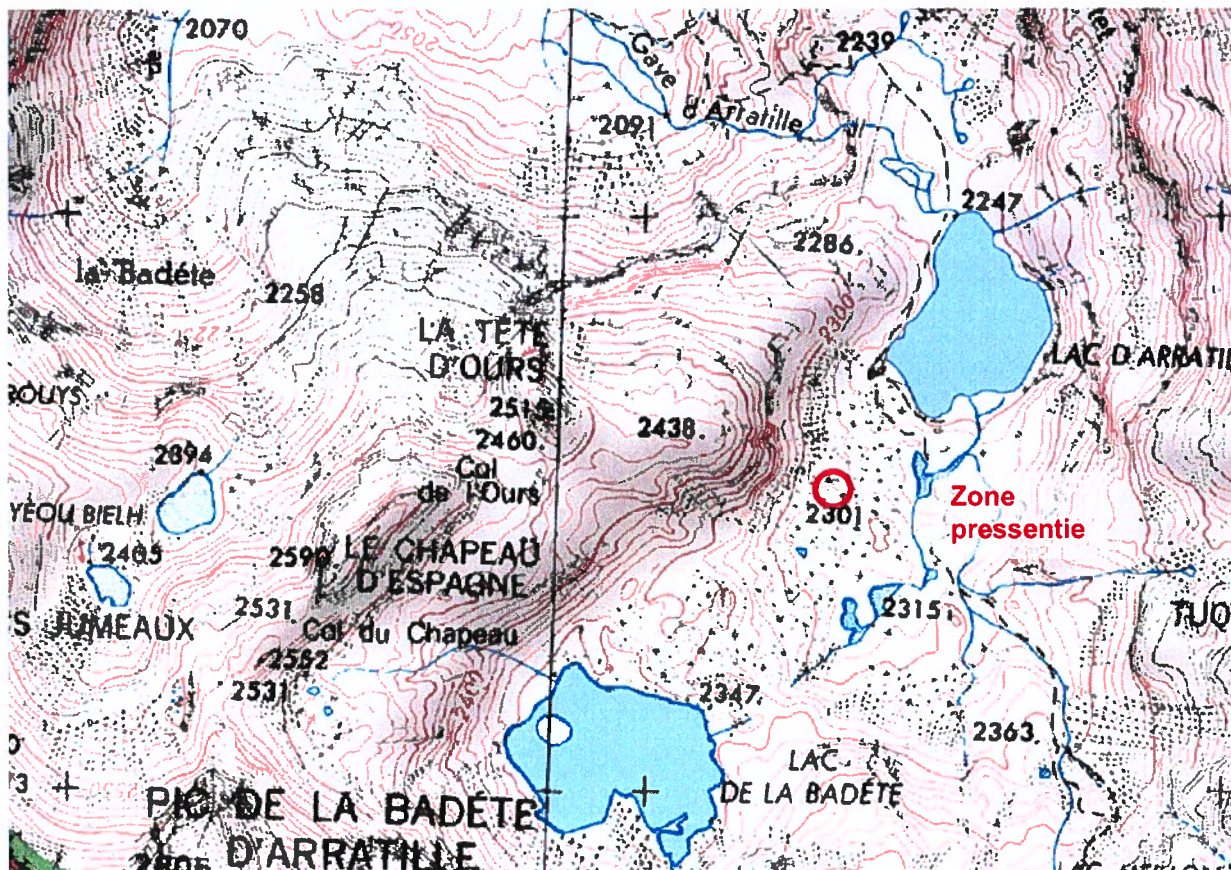
**ARRETE**

**Article 1 – Installation autorisée**

Monsieur Cazette Joseph est autorisé à procéder à l'installation d'un abri temporaire de type yourte sur l'estive d'Aratille, héliportable, simple et léger, conforme au projet présenté, soit d'une dimension extérieure de 5 m de diamètre.

L'installation se fera sans travaux de terrassement.

L'installation sera située dans la zone pressentie ci-dessous :



## Article 2 – Période d'installation

L'installation de la yourte est autorisée du 1<sup>er</sup> juillet au 25 septembre 2021.

La présente autorisation sera mise sous film pochette plastique et affichée sur la yourte pendant toute la durée de son installation.

## Article 3 – Prescriptions générales et particulières

La réglementation du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de l'installation.

D'une manière générale, toutes les précautions devront être prises afin de réduire le plus possible l'impact de l'installation sur le milieu naturel.

Il est interdit d'allumer un feu, seuls les réchauds portatifs autonomes sont autorisés. Tous les déchets seront redescendus dans la vallée.

Les rejets d'eau de lavage domestique dans le milieu devront être limités et seuls les produits de label « ecocert » et « écologique européen » seront utilisés. Si un lieu d'aisance est installé, le site devra être remis en état à la fin de l'installation.

La vocation de l'installation, qui est d'abriter ponctuellement l'éleveur, devra être respectée.

En fin de saison, la yourte sera démontée et héliportée vers la vallée. Le site sera intégralement remis en état.

#### Article 4 - Contrôle

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions de la présente autorisation.

Cette autorisation est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. L'hélicoptage de la structure nécessitera une autorisation appropriée de M. le directeur du parc qui devra être sollicitée par le pétitionnaire 15 jours environ avant l'hélicoptage.

Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc national des Pyrénées.

#### Article 5 - Publicité

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national des Pyrénées disponibles sur [www.parc-pyrenees.com](http://www.parc-pyrenees.com)

Fait à Tarbes, le jeudi 24 juin 2021

Marc TISSEIRE

  
Directeur du Parc national des Pyrénées



*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

